Information et désinformation scientifique

Virginie Bouthors - Coordinatrice CLEMI
Denis Caroti - Chargé de mission Esprit Critique

L'information scientifique revêt une place particulière dans le monde médiatique de par son rôle essentiel dans la compréhension du monde et des phénomènes qui nous entourent. Son traitement est cependant problématique. Cette information était déjà maltraitée bien avant la pandémie, et si la période que nous vivons aurait pu (ou aurait dû) être un point de bascule vers une amélioration de son traitement, force est de constater que les cartes n'ont pas été rebattues, et ce malgré un contexte de santé publique plus que malmené. Le phénomène a même été exacerbé, la seule différence étant que l'information scientifique, qui faisait jusqu'à présent rarement la Une, caracole désormais en tête des titres.

Une information maltraitée

Un ensemble de facteurs converge pour expliquer ce mauvais traitement. Tout d'abord, on peut évoquer le manque de formation scientifique des journalistes (notamment en formation initiale) qui entraîne par là même une mauvaise compréhension de la nature du fonctionnement de la recherche scientifique mais également des processus de construction des connaissances scientifiques, de leur fiabilité et leurs failles. La hiérarchie et la qualité de l'information peuvent s'en trouver fortement impactées, les contenus diffusés n'étant alors plus filtrés de manière adéquate.
On notera tout de même que la plupart des rédactions sérieuses ont un département sciences qui officie et traite des sujets de fond. Les articles ou émissions scientifiques de qualité existent, mais leur place dans le journal ou dans la grille des programmes n'est souvent pas mise en avant, reléguée en deuxième partie de soirée ou dans les pages annexes.

Le deuxième facteur reste la part d'influence parfois délétère dans le monde médiatique des lobbys industriels qui défendent les intérêts commerciaux de leur firme au détriment d'une information fiable et honnête du public. Les exemples sont nombreux, du lobby des cigarettiers à celui de l'industrie chimique comme celle du Téflon [1]. Mais cette influence ne pourrait pas s'exercer aussi facilement si les modèles économiques des médias n'étaient pas propices à cette désinformation scientifique. En France, les modèles économiques des médias, dépendant de la publicité et des possesseurs médiatiques, perturbent en général le circuit de l'information, et l'information scientifique n'échappe pas à cette dégradation des contenus médiatiques.
Un cas très courant est celui des contenus sponsorisés. Vous les avez déjà vus : ces publicités sont intégrées dans la continuité des articles. Elles alertent des dangers terribles de l'acide citrique, ou vantent les vertus incroyables du noyau d'avocat, par exemple, pour maigrir, rajeunir, etc. Cette désinformation n'est pas un épiphénomène dans les médias écrits (numériques ou non), au contraire, elle y fleurit, détériorant souvent la perception du contenu des articles où elle est insérée, articles écrits par de vrais journalistes [2].

[1] - fiche CLEMI de séance à mener avec les élèves sur la manipulation de l'information scientifique par les lobbys industriels https://www.clemi.fr/fr/ressources/nos-ressources-pedagogiques/ressources-pedagogiques/comment-les-lobbys-industriels-peuvent-manipuler-linformation-scientifique.html
- sur l'affaire du Téflon, le film « Dark Waters » de Todd Haynes sera projeté pendant le festival du film judiciaire pour les établissements d'Aix-Marseille à l'automne 2021 et hiver 2022. A suivre...
[2] https://www.clemi.fr/fr/ressources/nos-ressources-pedagogiques/ressources-pedagogiques/sante-et-alimentation-une-desinformation-mondiale-lucrative.html)

Un autre point essentiel est la mise en forme de l'information scientifique, qui n'échappe pas à une scénarisation de type "spectacle" dans certains médias, et qui joue contre l'information en général ; les répercussions sur la perception de l'information scientifique sont telles qu'il n'y a plus de possibilité de discerner, pour un public non averti, un contenu marchandisé à but commercial, d'un bon article présentant des connaissances scientifiques fiables.

Cette mise en scène de l'information scientifique se traduit, sur les plateaux TV, par la juxtaposition de points de vue "d'experts" qui n'ont face à eux que peu de répondant. Ainsi, quand un invité affirme des choses fausses ou déformées, on remarque souvent l'incapacité pour les journalistes à discerner le vrai du faux, laissant à l'invité le plus charismatique la prime aux "bons mots". Le même dispositif médiatique est également mis en place pour traiter les informations scientifiques de premier ordre, comme ce fut le cas au tout début de l'épidémie de Covid 19. Or, ce dispositif n'est absolument pas regardant sur qui parle, avec quelle légitimité, avec quel intérêt, et peu importe que des chercheurs dont ce n'est pas le domaine d'action avancent avec certitude des propos erronés, puisqu'on va privilégier le "clash", et les capacités de ces "experts" à faire le "buzz" à l'aide de phrases chocs et péremptoires.

Les exemples sont nombreux et malheureusement récents. Pendant le printemps 2020, on pourra citer l'inutilité des masques, l'utilisation de l'hydroxychloroquine pour soigner le coronavirus (alors que de nombreux scientifiques plaidaient pour plus de prudence et que les premières études étaient au mieux indécises, et au pire non concluantes sur l'efficacité de la molécule). Le bruit médiatique et la machine à buzz l'emportent ainsi souvent dans le paysage médiatique français, la lente recherche de connaissances et l'humilité intellectuelle étant bien moins "médiaticogénique".
On pourra se rappeler du traitement médiatique du rapport du GIEC sur le réchauffement climatique, longtemps mis en doute par des "toutologues médiatiques" [3] .

Une marchandisation de l'information scientifique

La responsabilité médiatique de ce grand flou autour des notions scientifiques, quelles que soient les spécialités, est grande. Ce flou entretenu amène le public à juger de manière manichéenne et simpliste des sujets complexes et qui mériteraient plus de temps et d'attention pour saisir toute la complexité de la situation et les enjeux qu'ils soulèvent. Dans le même sillage que les modèles économiques, le monopole que cherchent certains chefs d'entreprise pour concentrer et posséder des titres de presse nuit, à terme, à la qualité de l'information. La dépendance financière de chaque média entraînant mécaniquement des liens d'intérêts entre certains journalistes et les sujets traités. Le cas de la publication scientifique d'un magazine comme Science et Vie est emblématique de la période que nous vivons et alerte quant à l'incapacité de l'État français à réguler un démantèlement d'une telle importance. L'affaire est à retrouver dans de nombreux médias [4].

Carte du paysage médiatique français https://www.acrimed.org/IMG/png/202012_carte.png

[3] http://www.pedagogie.ac-aix-marseille.fr/jcms/c_10796301/fr/toutologues-et-post-verite
[4] https://www.arretsurimages.net/articles/science-vie-le-burn-out-ou-la-porte
et https://www.franceculture.fr/emissions/la-question-du-jour/demissions-a-science-et-vie-le-journalisme-scientifique-en-peril et https://www.franceculture.fr/emissions/la-question-du-jour/demissions-a-science-et-vie-le-journalisme-scientifique-en-peril
[4] Se pose aussi la question de la crédibilité du témoin : face à un mythomane ou un farceur bien connu, notre évaluation du témoignage sera bien entendu affectée et nous demanderons alors plus que sa simple parole.

Dans les raisons à invoquer qui concourent à ce triste constat, certains y verront le fait que les puissants, qui détiennent les médias en France, préfèrent laisser la masse dans la méconnaissance.
Mais comme souvent malheureusement, au grand dam des complotistes, on privilégiera la règle du rasoir de Hanlon que l'on peut formuler ainsi : ne jamais attribuer à la malveillance ce que la bêtise suffit à expliquer. Dans le cas de l'information scientifique, la part de bêtise serait ici le fonctionnement capitalistique du profit : les titres de presse se vendent et s'achètent comme n'importe quelle entreprise, sauf que ces entreprises-là fabriquent de l'information.

Son corollaire est que l'information peut alors devenir une marchandise comme les autres. Il faut la vendre, et pour la vendre, il faut la rendre attractive. Sans prétendre à l'intention de nuire ou d'abrutir le quidam, une hypothèse alternative moins coûteuse cognitivement nous enjoint à privilégier celle d'un fonctionnement mercantile tel qu'il existe pour toute autre forme de contenu, qu'il soit matériel ou non. Et dans ce cadre, le temps long, l'enquête rigoureuse, la formation de journalistes aguerris aux domaines scientifiques ne sont pas compatibles avec le rythme de vente de l'information. Ainsi, au-delà du manque de formation scientifique des journalistes en général, préparer une bonne émission de science ou écrire un bon papier nécessite du temps (donc de l'argent) et des moyens humains : se documenter sur un sujet, le comprendre, synthétiser les études scientifiques sur le sujet et savoir les vulgariser, trouver des invités pertinents, préparer les contenus, savoir interviewer un chercheur, une chercheuse.

« Débat » sur BFMTV

L'aspect très rentable de la forme spectacle « débat - clash - buzz », en radio ou télévision corrobore cette analyse : cette manière d'informer, sa mise en scène (un plateau TV, un animateur, deux contradicteurs), coûte très peu cher et peut atteindre ses objectifs (plus de visibilité) si l'émission fait le buzz (recettes publicitaires en hausse). Il est alors plus intéressant d'inviter un scientifique charismatique médiatiquement parlant, qui donnera son avis sur une spécialité qui n'est pas du tout la sienne, quitte à dire n'importe quoi, plutôt que privilégier l'analyse lente, détaillée et explicitant la complexité de la situation.

Les journalistes comme les scientifiques invités ont leur part de responsabilité. Et le dilemme n'est pas simple à résoudre : dans un format imposé, vaut-il mieux être présent quitte à légitimer un format qui ne permet que très peu d'exposer des idées complexes et nuancées, ou laisser la place à de faux experts capables de donner ce qui est attendu pour le spectacle médiatique ? Il est malheureusement certain que le public est le premier impacté par ces fonctionnements, confronté au problème de la décision sur des domaines où il n'est pas spécialiste. Et s'il est difficile de contourner cela, des pistes existent pour permettre à tout citoyen d'exercer son esprit critique face à ces formes de désinformation scientifique.

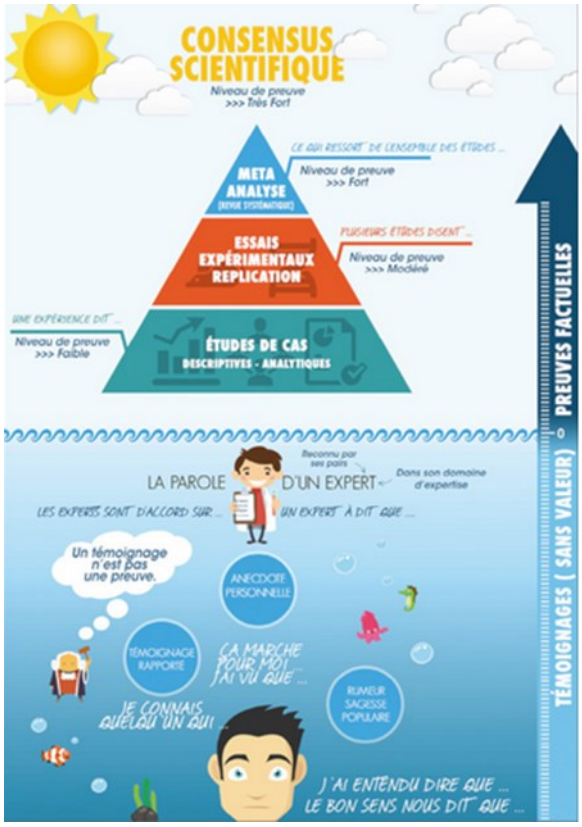
Comment s'y retrouver ?

Pour y parvenir, il est nécessaire d'interroger les différents types de preuves sur lesquels on peut s'appuyer pour parvenir à distinguer les informations scientifiques pertinentes des fausses informations. Preuves et connaissances sont bien entendu liées puisque c'est par le recours aux preuves que s'établissent les différentes connaissances scientifiques dont nous disposons aujourd'hui. Mais toutes les preuves ne se valent pas, et il est utile de raisonner en termes de "force" d'une preuve, de son niveau de confiance que l'on peut lui accorder.

L'échelle des niveaux de preuve

Rumeur, simple témoignage, plusieurs témoignages, consensus scientifique, une seule étude scientifique, plusieurs, le témoignage d'un expert, une expérience personnelle, une photo, une vidéo : comment évaluer ces différents types de preuves qui sont invoqués pour nous convaincre ? On peut raisonnablement proposer de placer tout en bas de l'échelle de fiabilité la rumeur puis un simple témoignage, notre expérience personnelle et le témoignage d'un expert. En effet, notre expérience personnelle est parfois bien incapable de rendre compte fidèlement de la réalité des choses (illusions perceptives, biais cognitifs) mais elle aura toujours plus de force qu'un témoignage quelconque (fondé sur les mêmes erreurs potentielles plus une possible déformation, volontaire ou non). En revanche, il est raisonnable d'accorder plus de poids aux conseils d'un médecin qu'à notre propre ressenti (en matière de santé, qui est son champ d'expertise).

Les preuves issues de la recherche scientifique (une étude publiée, plusieurs études convergentes, un rapport de synthèse) sont à placer au sommet de cette échelle. Ce statut ne leur vient pas d'une « nature » intrinsèquement supérieure mais de la manière dont elles sont élaborées, recourant aux méthodes les plus fiables possibles pour tester et valider chaque hypothèse, les confronter et les répliquer, et permettant de conclure, au-delà de tout doute raisonnable, à leur fiabilité. Ces preuves sont d'autant plus solides qu'elles ont résisté, jusqu'à présent, aux tentatives pour les réfuter. Et nous faisons de même au quotidien : éviter les erreurs dans nos conclusions est un objectif partagé avec la recherche scientifique, mais par des méthodes plus fiables que nos propres outils cognitifs personnels forcément limités.



Echelle des niveaux de preuve (Stéphane Ponzi)

En disant cela, nous n'oublions pas les critiques justifiées et pertinentes du système des revues scientifiques, du financement de la recherche, de la course à la publication, et des conflits d'intérêts qui traversent le champ social scientifique comme tous les autres et sapent la confiance accordée à "l'institution scientifique". Mais faut-il pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain ? Faut-il préférer nous fier à nos intuitions, croyances personnelles, aux experts autoproclamés flattant nos idées reçues et préférences idéologiques ? L'intérêt de l'échelle des preuves réside dans la conclusion qu'on peut en tirer : les connaissances scientifiques produites nous assurent non pas d'atteindre La Vérité, mais d'être en présence de la meilleure description du monde relativement aux autres niveaux de preuves à notre disposition.

Ce que l'on entend par preuve dépend du contexte et des disciplines et permet d'étayer une proposition, de convaincre de sa vérité. Une preuve peut donc prendre différentes formes (témoignage, argumentation, expérience personnelle, démonstration, etc.) chacune inspirant plus ou moins confiance. Par exemple : si je vous dis avoir vu, en me promenant en ville ce matin, un chien. Mon simple témoignage est-il suffisant pour vous convaincre de la réalité de ce chien ? Sans doute. Quelle que soit votre réponse, vous admettrez que plusieurs témoignages concordants, une photo ou une vidéo explicite, devraient renforcer votre confiance initiale [5]. Mais surtout, vous risquez de penser qu'il n'y a aucun intérêt à savoir cela ! En revanche, si vous avez perdu votre chien et que vous devez récompenser le témoin d'une somme d'argent pour son aide, vous exigerez certainement un peu plus que son simple témoignage. L'enjeu que représente notre adhésion à la proposition avancée détermine la force de la preuve attendue. On retrouve ce critère dans le champ scientifique : pour remettre en cause un consensus établi ou entreprendre une action aux conséquences importantes (une campagne de vaccination par exemple), les preuves fournies doivent être extrêmement fortes, cohérentes, convergentes, etc. Par contre, une simple observation ou une étude préliminaire peuvent être d'excellentes incitations à explorer ou approfondir une voie de recherche.

[5] Nous entendons par phénomène extraordinaire la combinaison de ce qui n'est pas habituel ou connu (relatif à notre expérience personnelle) et de ce qui n'est pas scientifiquement établi.

Quelques conseils pratiques

Droits Réservés Pixabay.com

Bien entendu, il ne faut pas confondre la crédibilité que l'on accorde à la source d'une information donnée avec le contenu de cette information (le raisonnement, l'argument, les faits qui soutiennent la proposition). Ce contenu est en principe analysable indépendamment de la personne qui le produit et devrait être jugé directement. Mais, dans la réalité, les deux sont entremêlés. D'une part, quand on s'intéresse à une question particulière, il est légitime de sélectionner des sources a priori crédibles, avec toute la difficulté à les identifier. Mais quand il s'agit en plus d'affirmations qui échappent à notre expérience personnelle, le doute devient plus fort, surtout pour le non spécialiste : nous sommes contraints de nous fier à des sources externes. C'est ici qu'intervient le problème des experts : lorsqu'il y a divergence des avis. Comment trancher ? À qui faire confiance ?

On peut se risquer à donner quelques conseils :
- L'expert en question s'exprime-t-il dans le domaine dont il est spécialiste ?
- Émet-il un avis identique à celui de ses collègues ?
- Reconnaît-il ses erreurs quand il en commet ?
- Utilise-t-il des arguments valides pour convaincre ?
- Son travail est-il reconnu par ses collègues ?
- A-t-il déclaré de possibles liens d'intérêts qui pourraient entraver la rigueur de son travail ou son intégrité ?

Le meilleur conseil étant celui de se donner du temps pour juger, en multipliant et variant les sources d'information, en se souciant d'écouter les avis divergents des nôtres afin de limiter les biais de confirmation.

En suivant l'échelle des niveaux de preuve, il semble alors raisonnable d'accorder une confiance maximale dans le consensus scientifique (comme avec l'exemple du GIEC en ce qui concerne la question climatique) : ce n'est pas abdiquer notre droit à traquer les fraudes et autres dérives avérées de certains, c'est adopter une attitude raisonnable et rationnelle (épistémiquement), tournée vers la formation de jugements les plus fiables et corrects possibles. Laissons Bertrand Russell conclure sur ce point : « En disant que cette attitude [de croire ce que les scientifiques nous disent] est rationnelle, je ne veux pas dire que nous pouvons nous sentir sûrs de la vérité de ce que l'on nous dit, car il est généralement admis que certaines corrections sembleront probablement nécessaires le moment venu. Ce que je veux dire, c'est que la meilleure des opinions scientifiques du temps présent a une meilleure chance d'être vraie, ou approximativement vraie, que toute autre hypothèse suggérée par le profane »[6]. Mais pour y parvenir, encore faut-il pouvoir inspirer confiance : un enjeu permanent que doit relever l'institution scientifique comme les médias dans leur ensemble.

[6] Russell B, La connaissance humaine : Sa portée et ses limites. (IV, 251). Traduction par N. Lavand, Paris: Librairie philosophique J. Vrin, 2002.